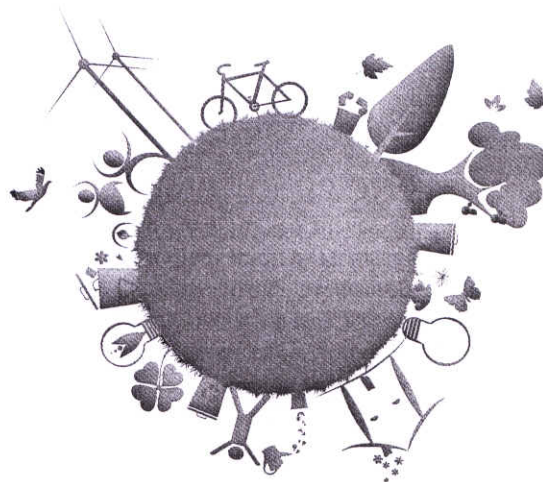


## Développement durable : zoom sur une notion floue

Journalistes, économistes, urbanistes, politiques, juristes, géographes, tous ne jurent que par le développement durable. A tel point que la notion souffre d'une notoriété confuse. Si tout le monde désormais connaît l'expression, bien peu savent la définir précisément. « Répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité, pour les générations futures, de pouvoir répondre à leurs propres besoins » : telle est la définition officielle du développement durable. Elle a été formulée par le rapport Brundtland (du nom du Premier ministre norvégien) publié en 1987. Le processus vise à concilier harmonieusement l'écologie, l'économie et le social, en remédiant aux excès et aux dysfonctionnements du mode de croissance occidentale. Il a été popularisé par le Sommet de la Terre qui s'est tenu à Rio en 1992. Depuis, il a connu des applications concrètes, quoique discutées, qui vont du principe de précaution à la loi pollueur-payeur en passant par la convention sur les changements climatiques. En France, le Grenelle de l'environnement impulsé à l'été 2007 entend mobiliser la société pour inscrire son développement sous le signe de la durabilité.



## La dématérialisation des factures

Inutile de le nier, du point de vue énergétique, l'outil informatique est gourmand. Mais cette consommation d'énergie est aujourd'hui largement compensée par ce que l'on appelle la dématérialisation des échanges. De plus en plus, les commandes des opticiens vers les fabricants ne s'effectuent plus par fax mais par ordinateur. 80% d'entre elles passent désormais commande via les catalogues électroniques des verriers. Cette généralisation des échanges informatisés permet d'économiser du papier, donc de la pâte à papier, donc des arbres. Comme quoi, la télétransmission des commandes permet, à sa façon, de lutter contre la déforestation.

## Essilor : la chasse au « gaspi »

On ne peut pas parler de développement durable sans évoquer Essilor. Grâce à son plan d'action baptisé Change Accelerating Program (CAP), le géant français poursuit l'application du plan Environnement Hygiène et Sécurité, lancé en 2006, qui vise notamment à réduire les consommations d'eau et d'énergie. En trois ans, celles-ci ont été réduites de l'ordre de 10%, suivant la méthode dite des 3 « R » (réduire, recycler, réutiliser). Des plans d'actions ont également été mis en place pour améliorer le bilan énergétique des bâtiments et lutter contre tous les gaspillages. La formation du personnel concerné, de même que son implication, ont joué un rôle déterminant dans le bon déroulement de ces actions vertueuses. Pour mesurer l'impact réel de ces initiatives, Essilor a fait évaluer sa politique de développement durable par l'agence BMJ Ratings. Sur un indice global variant de 0,70 à 1,40, l'indice obtenu en 2008 par Essilor est de 1,27. Ces résultats confirment que les actions d'Essilor en faveur du développement sont de nature à renforcer sa performance économique.